



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/56/L.1
16 septembre 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Cinquante-sixième session
Genève, 14-25 septembre 2009

**PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU
DÉVELOPPEMENT SUR SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION**

tenue au Palais des Nations, à Genève, du 14 au 25 septembre 2009

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
II. Résumé du Président	2
Débat de haut niveau: la crise économique mondiale et les réponses à y apporter ...	2

II. RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT *(suite)*

Débat de haut niveau: la crise économique mondiale et les réponses à y apporter

1. Le Conseil a tenu un débat de fond avec un groupe de représentants gouvernementaux de haut niveau sur les causes et les conséquences de l'actuelle crise économique et financière mondiale, et sur les réponses à y apporter, s'agissant en particulier des aspects relatifs au développement. La récente crise économique et financière mondiale a été jugée unique de par sa portée, sa profondeur et son universalité, ainsi que l'ampleur des réponses à y apporter.
2. La crise économique mondiale était lourde de conséquences pour la croissance économique dans les pays en développement, dont elle compromettait les objectifs de développement et de réduction de la pauvreté. Les pays en développement n'étaient pas à l'origine de la crise, qui était issue du système financier des pays développés, mais celle-ci s'était rapidement propagée au secteur réel de l'économie des pays en développement. Il en avait résulté une forte réduction de leur croissance du fait de la baisse de la demande mondiale, de l'effondrement du volume du commerce et des prix des produits de base, du recul des transferts de fonds de travailleurs migrants, de la diminution des flux d'IED, des sorties de capitaux, de la hausse des écarts de rendement et de la diminution de l'aide. Les pays les moins avancés (PMA) avaient été particulièrement touchés, leurs faiblesses structurelles et leur plus faible niveau de résilience compromettant leur capacité de faire face à la crise. En outre, cette crise était venue s'ajouter à d'autres crises pour ces pays – par exemple, crise alimentaire et crise énergétique. Tout cela représentait un recul par rapport aux progrès obtenus ces dernières années, qui compromettait d'autant plus la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.
3. Si quelques indicateurs économiques montraient une amélioration, cela concernait toutefois essentiellement le secteur financier et témoignait d'une reprise de la spéculation sur les marchés financiers. Les perspectives d'une reprise mondiale étaient largement considérées comme incertaines – tant que le chômage augmenterait et qu'il n'y aurait pas de signes réels d'une consolidation des fondamentaux macroéconomiques. Toutes les conséquences sociales de la crise étaient encore à venir.
4. La crise avait de multiples racines – libéralisation financière, accumulation de déséquilibres macroéconomiques, accroissement de l'instabilité et vulnérabilité associées à

la poursuite de la mondialisation. La plupart des délégations et des intervenants ont souligné que la déréglementation des marchés financiers était la principale cause de la crise, car elle avait conduit à une spéculation excessive et à une déconnexion des activités financières par rapport aux fondamentaux de l'économie réelle. Cela ressortait très clairement de l'extraordinaire accroissement de l'activité financière par rapport à l'activité productive. La crise avait montré que l'autorégulation des marchés financiers ne donnait pas des résultats optimaux et elle avait mis en lumière les dangers de l'innovation financière en matière de titrisation et d'une rémunération incontrôlée des agents financiers.

5. Les conséquences de la crise et les mesures économiques adoptées pour y faire face avaient été variables selon les pays. Un certain nombre de pays en développement avaient fait preuve d'une certaine résilience, leurs précédentes politiques macroéconomiques, une balance des paiements courants équilibrée et l'accumulation de réserves leur ayant procuré une certaine marge d'action. Quelques autres pays avaient pu faire face à la crise en s'appuyant sur la vigoureuse croissance de leur marché intérieur. En revanche, beaucoup de pays en développement parmi les plus pauvres ne disposaient pas de la marge d'action budgétaire nécessaire et avaient dû demander des ressources financières additionnelles au Fonds monétaire international (FMI). Toutefois, cette aide était liée à une conditionnalité procyclique, qui pesait sur les perspectives de reprise dans ces pays. Il a été estimé qu'il fallait éviter une telle situation. En fait, il a largement été considéré que la poursuite de politiques monétaires et budgétaires contracycliques constituait la bonne recette pour lutter contre la crise. Des mesures de relance budgétaire dans un certain nombre de pays et une réponse macroéconomique coordonnée avaient donné quelques résultats à cet égard. Toutefois, de nombreux représentants ont estimé qu'il fallait avant tout se préoccuper de réactiver le crédit destiné au financement des activités productives.

6. Les mesures prises au niveau international avaient été sans précédent, s'agissant de l'ampleur des plans de relance, de l'accroissement des ressources octroyées au FMI et aux banques multilatérales, de la coordination des banques centrales, de la mobilisation des institutions financières et des mesures commerciales – financement du commerce et mise en garde contre tout recours au protectionnisme. Les intervenants et les représentants ont tous convenu qu'il y avait de nombreux enseignements à tirer de la crise, comme cela avait été souligné dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2009*. Il était évident que l'on ne

pouvait pas continuer comme si de rien n'était et que la communauté internationale devait s'attaquer aux causes sous-jacentes. Cela impliquerait l'adoption de mesures aux niveaux national, régional et international, qui devraient être complémentaires les unes des autres. Les marchés financiers devraient être soumis à une régulation adéquate et il faudrait instaurer une surveillance appropriée pour décourager une prise de risque excessive. Il faudrait établir une réglementation non seulement microprudentielle, mais aussi macroprudentielle, pour prévenir les risques systémiques. Le principal objectif du système financier devrait être de canaliser les ressources financières vers l'investissement productif.

7. Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité d'une profonde réforme de l'actuel système monétaire et financier international, l'économie mondiale ayant considérablement évolué depuis les Accords de Bretton Woods. Les discussions sur la conception de la nouvelle architecture financière internationale devraient placer le développement au cœur des préoccupations et ne devraient exclure personne, d'où la position privilégiée de l'ONU pour accueillir de tels débats. Toutefois, les mesures examinées ailleurs, par exemple au G-8 ou au G-20, étaient aussi appréciées, car elles allaient dans la bonne direction. L'ONU, les institutions de Bretton Woods et les différents groupes «G» avaient tous un rôle à jouer, et il était important qu'ils coopèrent. En outre, il a été estimé que la réforme du système multilatéral devrait porter non seulement sur les voix et la représentation, mais aussi sur la finalité, la réactivité et l'efficacité. La réforme devrait avoir pour objectif d'instaurer un système transparent, stable et prévisible. Une réforme du FMI lui-même devrait être envisagée, concernant la gouvernance de cette institution et différents aspects du rôle et de l'allocation des droits de tirage spéciaux. La question d'une monnaie de réserve internationale et la proposition d'un mécanisme multilatéral pour l'encadrement de taux de change flexibles méritaient également d'être examinées plus avant. Ces réformes devraient s'appuyer sur une forte volonté politique.

8. L'importance d'une coordination et d'une coopération macroéconomiques internationales renforcées a constamment été rappelée. Face aux difficultés, en particulier celles auxquelles étaient confrontés les PMA, un accroissement de l'aide publique au développement s'imposait. La proposition de la CNUCED d'instaurer un moratoire sur la dette des pays en proie à des problèmes de dette extérieure a également été accueillie favorablement. Il a été estimé que la CNUCED devrait aussi explorer les possibilités de recourir à des sources novatrices de financement du développement. Il était tout aussi important de préserver un système commercial

juste, ouvert et équitable, ce à quoi un succès des négociations commerciales du Cycle de Doha pour le développement pouvait contribuer. Un large soutien a enfin été exprimé en faveur d'une croissance verte pour répondre à la crise, le développement futur devant nécessairement être un développement sans émissions nettes de carbone. Il y avait également de nombreux enseignements à tirer de récentes initiatives de coopération régionale pour la conception de mécanismes internationaux.
